

*Communiqué*

## **Contre l'austérité, une seule réponse : la mobilisation interprofessionnelle !**

Le gouvernement a décidé un nouveau plan de rigueur. La recette est connue : faire payer les travailleurs/ses, les chômeurs/ses, les jeunes, les retraité-e-s, ... pour protéger les patrons, les actionnaires, les banquiers. L'endettement public enrichit les principaux détenteurs de capitaux : la dette publique actuelle est le résultat très direct d'une fiscalité injuste. Le déficit provient d'une très grande diminution des recettes publiques, conséquence des politiques fiscales : si l'impôt sur le revenu était rétabli à son taux et son barème de 2000, il rapporterait chaque année 15 milliards d'euros supplémentaires ; si les niches fiscales de ce même impôt sur le revenu étaient ramenées à la situation de 2000, le budget récupérerait chaque année 38 milliards d'euros supplémentaires. Le Conseil des prélèvements obligatoires, dans un rapport de 2009, établit par ailleurs que le coût budgétaire annuel des « niches fiscales » au profit des sociétés est de 66 milliards d'euros !

Le plan Fillon fait le choix de faire payer aux salarié-e-s 550 millions de Contribution Sociale Généralisée en plus, 400 millions d'impôt sur l'intéressement et la participation, 1,1 milliard de plus aux complémentaires santé, 1 milliard supplémentaire de taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées. Rien de cela ne s'impose ! Un autre partage des richesses est la seule réponse alternative légitime. Elle exige une autre répartition entre salaires et profits, un droit effectif à l'emploi par une réduction du temps de travail avec embauches correspondantes, une réforme fiscale radicale, et le développement des services publics. Il faut mettre fin aux exonérations d'impôts des plus riches, taxer véritablement les revenus du capital, lutter contre la fraude fiscale et les spéculateurs/trices.

Cette politique a des conséquences sociales néfastes pour la grande majorité des salarié-es, des chômeurs/chômeuses, des jeunes, des retraité-es, des précaires. Elle va encore aggraver la casse des services publics et accélérer la récession économique. Il est donc urgent de construire un rapport de forces pour imposer une nouvelle politique fiscale permettant de répondre aux besoins sociaux, notamment en matière d'emploi, de salaire, de protection sociale... et qui mette fin à la soumission aux marchés financiers.

C'est avec cet objectif que l'Union syndicale SOLIDAIRES Ile de France, dans le prolongement des discussions nationales, a proposé que l'intersyndicale IDF fasse du 11 octobre une journée de grève et de manifestation comme première étape d'une lutte prolongée stoppant la spirale infernale de l'austérité. La CFDT a refusé tout appel unitaire faisant référence à des arrêts de travail pourtant nécessaires si l'on souhaite qu'il y ait un maximum de monde dans la rue le 11 octobre. La CGT, l'UNSA et la FSU se sont pliées aux exigences de la CFDT.

**L'union syndicale SOLIDAIRES Ile de France appelle les salariés à répondre massivement aux appels à la grève le 11 octobre** (appels qui se multiplient dans les entreprises) **et à participer à la manifestation à Paris à 14h à République.**

*Paris, le 21 septembre 2011*